

# **Pouvoir d'achat, retraites : un casse-tête chasse l'autre**

mardi 5 février 2008, par [FROISSART Philippe](#)

Nicolas Sarkozy, qui avait fait du pouvoir d'achat sa principale préoccupation lors de sa campagne présidentielle, doit aujourd'hui répondre à l'inquiétude des Français à propos de ce sujet. Le chef de l'État qui a pourtant affirmé avoir « tenu » sa promesse sur les retraites, préfère s'occuper du problème du pouvoir d'achat dans les semaines à venir.

Cependant, les enquêtes démontrent que les craintes du pouvoir d'achat chez les Français ne cessent d'augmenter. Ainsi, selon un sondage effectué pour LCI, la moitié des salariés sont préoccupés par leurs salaires, et 44% (deux fois plus qu'en juillet) prévoient une baisse de leur pouvoir d'achat dans les mois à venir. François Fillon, le premier ministre a du de nouveau endurer le rôle du « méchant » dans ce cas, et a le devoir d'assainir (stabiliser) les comptes publics, mais ne tarde pas à ajouter « Je n'ai pas d'argent ». De plus, les rentrées fiscales ont commencé à ralentir et on prévoit déjà une forte baisse de la dépense de consommation des ménages.

Le fameux « travailler plus pour gagner plus » reste encore à voir. Le système de détaxation (réduire ou supprimer les taxes) étant jugé trop complexe, les chefs d'entreprises hésitent à soumettre des « heures sup » à leurs salariés. On constate que le reste de la loi, largement consacré à des baisses d'impôts profite d'abord aux plus aisés.

Du côté des budgétivores (qui grèvent des budgets coûteux), le premier ministre semble avoir plusieurs objectifs tels que :

- le rachat des jours de RTT,
- le rachat des comptes épargne temps,
- continuer à faire sauter les verrous des 35 heures.

Tandis que la défiscalisation du 13<sup>e</sup> mois semble être abandonnée. Pour ce qui est de la fonction publique, le gouvernement propose de plus en plus le système de rachat de jours de congés de ses fonctionnaires, cependant cela coûterait 3 milliards d'euros ce qui est trop cher.

Malgré les craintes qui s'installent encore, le premier ministre ainsi que l'UMP doivent encore s'exprimer pour la défense du petit commerce et des producteurs.

Le Monde, Lundi 26 novembre 2007

Mereu Laura, 1ES2, année 2007-2008